

Déclaration du Parti communiste réunionnais suite à l'élection de François Hollande à la présidence de la République

Déclaration du Parti communiste réunionnais du 8 mai, suite à l'élection de François Hollande comme chef de l'État.

Volonté de changement

1. La première alternance sous la Vème République, avec l'élection le 10 mai 1981 de François Mitterrand, a été un évènement majeur de la vie politique française.

31 ans après, l'élection de François Hollande à la présidence de la République le 6 mai 2012 constitue incontestablement un évènement historique dont nous devons apprécier la portée.

Les Français ont non seulement mis fin à 10 ans de pouvoir UMP en sanctionnant le président sortant, mais ils ont aussi exprimé une volonté de changement.

Cette volonté devrait également se traduire dans un mois aux élections législatives. Ainsi, le Président de la République et le gouvernement pourront s'appuyer sur l'action convergente du Parlement, Sénat et Assemblée nationale.

Jamais une configuration politique aussi favorable ne s'est déjà présentée pour les forces de progrès. Mais jamais aussi le contexte économique, marqué par une crise multiforme, n'aura été aussi difficile.

C'est une nouvelle période qui s'ouvre, celle de l'espérance retrouvée, mais lucide.

Les Réunionnais à l'avant garde

2. Contrairement à 1981, les Réunionnais ont cette fois été à l'avant garde de la dynamique de l'alternance et du changement. François Hollande obtient à La Réunion le score exceptionnel de 71,49% des voix. Avec 286.109 voix sur 665.300 voix, La Réunion apporte à elle seule 43% du total des voix recueillies par François Hollande dans l'ensemble de l'Outre-mer.

C'est un raz de marée qui s'est exprimé partout dans l'île, reflétant l'immense attente de la population et l'espoir d'un véritable changement, face à la gravité de notre situation.

Avec un taux de chômage frappant le tiers de la population active et 60% des jeunes, avec la moitié de la population vivant sous le seuil de pauvreté, avec l'érosion du pouvoir d'achat, avec 25.000 ménages en attente d'un logement, avec le ralentissement de l'activité économique, la situation de La Réunion est explosive, comme l'ont montré les évènements contre la vie chère en février dernier.

En condamnant la politique du gouvernement actuel et en votant pour le changement par un apport massif de leurs suffrages à François Hollande, les Réunionnais ont délivré un message clair qu'il appartient à tous les responsables de prendre en

compte.

La part des communistes

3. La contribution du Parti communiste réunionnais à cette dynamique partout dans l'île et au résultat électoral exceptionnel qui en a découlé a été incontestablement importante. Les communistes revendiquent ainsi leur part, rien que leur part, mais toute leur part.

Personne n'est dupe des manœuvres entreprises pour sous-estimer et éluder notre contribution. C'est pourquoi nous devons ici rappeler la pertinence de la démarche que nous avons engagée, fondée sur l'analyse lucide de la situation.

Conscients de la perspective historique d'une alternance qui devait se construire, nous avons décidé de répondre positivement à l'invitation qui nous était faite de participer en avril 2011 au Forum des idées sur l'Outre-mer organisé à Paris par le Parti socialiste.

Le dialogue engagé avec les responsables nationaux du Parti socialiste s'est ensuite concrétisé par un engagement de François Hollande, candidat aux Primaires citoyennes, dans une lettre adressée à Paul Vergès.

Dans cette lettre, le candidat socialiste écrivait que «*rien ne se décidera plus de manière unilatérale*» et qu'il souhaitait rencontrer Paul Vergès pour «*décider ensemble des grandes priorités*».

C'est la première fois qu'un candidat à la présidence de la République nous dit: c'est à vous de dire ce que vous souhaitez et ce qui est bon pour vous, et non l'inverse.

Appréciant la signification de cet engagement qui correspond à un renversement d'approche dans la relation entre Paris et l'Outre-mer, notre Parti s'est résolument prononcé en faveur de François Hollande lors des Primaires citoyennes en octobre 2011; notre contribution a permis à celui-ci d'arriver en tête à La Réunion.

En novembre 2011, une rencontre a eu lieu entre Paul Vergès, Elie Hoarau et François Hollande à Paris pour échanger sur les grandes orientations.

Le projet du PCR pour un "Pacte de développement durable, solidaire et responsable" a été ensuite adressé au candidat socialiste.

Celui-ci y a répondu positivement dans une lettre adressée au secrétaire général du PCR, Elie Hoarau, qu'il a reçu à Paris à cet effet le 26 mars 2012.

Fort de ces engagements, le Parti communiste réunionnais a appelé les Réunionnais à approuver ce contrat pour le développement de La Réunion et à voter pour François Hollande dès le premier tour.

L'analyse des résultats montre que les électrices et les électeurs ont répondu positivement à l'appel du PCR. Au-delà de la dynamique créée dans toute l'île, il suffit de constater les scores obtenus par François Hollande dans les communes où l'implantation du PCR est prépondérante pour apprécier l'importance de cette

contribution.

Le vote des électeurs dicte l'obligation du changement

4. La nouvelle période qui s'ouvre intervient, nous l'avons souligné, dans un contexte de crise et de mutations sans précédent, lourd d'incertitudes pour l'avenir.

La réalité ne doit pas être masquée, aucune illusion ne doit être entretenue: les marges de manœuvre budgétaire de l'État sont réduites, et tout ne sera pas possible en un jour.

Mais le vote des électeurs dicte l'obligation du changement; l'espoir qui s'est levé ne devra pas être déçu, et des décisions devront être rapidement prises pour redonner sens à la justice et au progrès.

C'est cette espérance lucide que nous devons nourrir à La Réunion, dans un contexte de crise à la fois conjoncturelle et structurelle encore plus grave, pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Des défis à relever

5. Ces défis sont connus:

- ceux relevant de l'urgence sociale avec les questions de l'emploi, des nouveaux services à la personne et à la préservation de l'environnement, du logement, du coût de la vie;
- ceux du développement durable, avec les objectifs de l'autonomie énergétique, de la sécurité alimentaire, de la réalisation d'un transport ferroviaire, de la mobilisation de toutes nos ressources pour ouvrir de nouvelles voies à notre économie;
- ceux du co-développement régional et du désenclavement aérien, maritime et numérique;
- et celui d'une nouvelle gouvernance fondée sur la responsabilité.

L'heure de la responsabilité a sonné

6. Être capable de relever ces défis immenses, c'est être à la hauteur du message des électrices et des électeurs. L'heure de la responsabilité a sonné. Personne ne pourra s'y dérober.

C'est dire ici l'importance de ce que nous appelons le contrat, noué entre François Hollande et le Parti communiste réunionnais: il traduit un accord sur les priorités stratégiques à mettre en œuvre pour le développement de La Réunion.

La Réunion est le seul des 101 Départements et la seule des 26 Régions de la République à bénéficier de propositions propres, en plus des 60 engagements de François Hollande pour toute la France et de ses 30 engagements spécifiques pour l'Outre-mer.

Ce contrat est devenu désormais celui entre le Président de la République et les Réunionnais. Il comporte les priorités autour desquelles devra s'articuler la nouvelle politique de développement pour La Réunion.

Des députés pour garantir l'application du contrat noué avec le président de la République

7. La réalisation du projet de «*développement durable, solidaire et responsable*» exige le rassemblement le plus large des Réunionnais autour des priorités définies et aussi l'action déterminée, constante et vigilante pour garantir l'application du contrat noué avec le président de la République.

C'est dans cette perspective que les élections législatives en juin prochain revêtent un enjeu décisif. La Réunion devra élire des députés porteurs des propositions formulées dans ce contrat de confiance.

En 1981, lors du 1er septennat de François Mitterrand, des avancées significatives en matière de libertés avaient été obtenues: libertés locales et démocratiques avec les lois de décentralisation, libertés culturelles avec le «*droit à la différence*», liberté d'expression avec la libération des ondes, etc.

Le 2ème septennat de François Mitterrand fut marqué par la réalisation de l'égalité sociale, obtenue notamment grâce au combat du PCR, qui a considérablement amélioré les conditions de vie des Réunionnais.

Le mandat de François Hollande doit ouvrir maintenant l'ère du développement et de la responsabilité.

En 1946, le vote de la loi du 19 mars abolissant le régime colonial avait permis de changer radicalement la situation des «*4 vieilles colonies*».

Aujourd'hui, les Réunionnais doivent accomplir une œuvre infiniment plus complexe: concevoir et bâtir un nouveau modèle de développement pour réaliser le changement.

Après l'étape capitale de l'élection présidentielle, l'étape des élections législatives en juin prochain doit être franchie avec succès, pour que 2012 soit l'année du changement et d'une nouvelle ère pour La Réunion.

Le Secrétariat du PCR